



# Le Trait d'Union.



Syndicat National des Agents des Douanes.  
Interrégion de Nantes      Décembre 2011

N°31

## BONNES FETES à toutes et à tous !

Douaniers de tous horizons ! En OP/CO, AG ou Surveillance, agents de tout cadre !

Cette année aura encore été bien difficile à gérer. Les attaques contre les salariés des Fonctions publiques n'ont jamais été aussi pesantes, cruelles et ciblées.

Confrontée à la crise actuelle, le politique a abdiqué face aux agences de notations, qui détiennent actuellement le pouvoir financier, donc économique et politique.

Vous noterez au passage le déni de démocratie que nous vivons tous actuellement.

Le triple A mène la danse, il peut tout ou tout défaire. Un simple communiqué sème la panique au sein des économies et des démocraties les plus fortes de notre monde.

Face à ce tumulte, la Douane est toujours particulièrement exposée à ce grand vent qui broie les peuples et leur modes de vie.

Gardez bien à l'esprit que les réformes qui ont particulièrement « simplifié » le paysage douanier ne sont pas terminées. Il n'y aura pas de pause ... Notre administration nous rassure en parlant d'« ajustements ». Ces derniers ne sont que les différentes phases successives d'un vaste plan sur le long terme, qui ne vise qu'une chose ... diminuer encore le nombre d'emplois, baisser la dépense publique.

Quant au devoir d'efficacité de notre administration, il faut avoir le courage de dire que celui ci n'est plus la première préoccupation de nos dirigeants. Ils nous dirigent désormais avec une calculatrice à la main ... Seul les impératifs budgétaires comptent ...

Cette année, les dernières élections professionnelles ont placé la CGT comme première organisation syndicale représentative du paysage douanier. Au sein de notre DI, la CGT dispose aussi de 4 postes titulaires au Comité Technique Local.

2012 sera très certainement marquée par des changements notables à tout point de vue. Nous devons nous préparer à prendre en compte ces changements.

La CGT répondra présente, comme elle l'a toujours fait pour vous accompagner et vous défendre. Elle aura également besoin de votre soutien pour faire entendre une voix différente face au pouvoir, car une poignée de militants, même déterminés, ne peut pas tout !

En attendant, nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos proches d'excellentes fêtes de fin d'année !

Soyez heureux et portez vous bien.

# Info

# DOUANES



## LES ELUS DU SNAD CGT AU NIVEAU CENTRAL

### ELUS CGT AU COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL (CTM)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Patricia TEJAS (DGFIP/Ile de France)	Julie HERVIANT (INSEE/Ile de France)
Alexandre DERIGNY (DGFIP/ Nord-Pas de Calais)	Françoise RENAUD (SG-SIRCOM/Ile de France)
Olivier VADEBOUT (DGFIP/Ile de France)	Hélène GUERRA (DGFIP/Ile de France)
Anne AZOULAY-ROUSSEAU (DOUANES/Ile de France)	Pierre BARSACQ (DGFIP/Ile de France)
Evelyne OREME-WICHEGROD (DDPP/Pyrénées Atlantiques)	Christine LEVEILLE (DGFIP/Ile de France)

### ELUS CGT AU COMITE TECHNIQUE DE RESEAU (CTR)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Bertrand VUAROQUEAUX (DI Ile de France)	Jérôme CAMBERLIN (DI Lille)
Cédric LE CORRE (DI Ile de France)	Stéphane AVIT (DI Lyon)
Sébastien GEHAN (DI Rouen)	François BIAUSSAT (DI Montpellier)

### ELUS CGT AU COMITE TECHNIQUE DE SERVICE CENTRAL DE RESEAU (CTSCR)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Michelle JUSSELME (DG/F2)	Sarah FIDELLE (DG/F2)

### ELUS CGT CAPC CATEGORIE B

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
CP	Michel LAURENT (DI Bordeaux)	Guillem RONNE (DI Montpellier)
C1	Erwan LE BRIS (DNRED)	Josiane SOULA (DI Bordeaux)
C2	Guillaume COURSIN (DI Montpellier)	Marjorie FALCONETTI (DI Méditerranée)

### ELUS CGT CAPC CATEGORIE C

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
ACP1	Jean-Louis HENRY (DI Nantes)	Dominique BRU (DI Bordeaux)
ACP2	Amaud ETCHEGARAY (DR Guadeloupe)	Yann KERHERVE (DI Ile de France)
AC 1/2	Emilie ROY (DI Metz)	Gioacchino GARULLI (DI Lille)

### ELUS CGT CCP BERKANI

TITULAIRE	SUPPLEANT
Evelyne TOULOUSE (Montpellier)	Marie-Thérèse SICILIANO (Midi Pyrénées)

# GILETS PARE-BALLES FEMININS :

## « OTANtifiés »

**A**près de nombreuses années de demandes incessantes auprès des services ad hoc de notre direction régionale à Poitiers, puis de l'interrégion, enfin les gilets pare-balles nouveaux ont été distribués à nos collègues féminins de la surveillance.

Petit rappel pour bien saisir la subtilité de cette affaire.

Depuis quelques années, nos collègues de la surveillance exerçant dans la direction du Poitou-Charentes-Limousin, ayant des poitrines supérieures aux mannequins placardés dans les magazines de mode, n'ont jamais eu d'attribution de GPB à leur taille.

Il est vrai que lors des essayages ministériels, les mannequins requis, défilant de manière chaloupée devant nos administrateurs civils Hors classe, aux yeux écarquillés par tant d'ondulations, ne reflétaient certainement pas l'ensemble de la gente féminine exerçant des missions de contrôles à la circulation, tant dans la Police que la Gendarmerie ou la Douane.

Ce faisant, en 2004, le marché a été passé pour l'ensemble des 3 administrations avec le fabricant Finlandais, pour un GPB à port dissimulé, c'est à dire sous les effets vestimentaires, à même la peau.

Donc depuis cette date, nos collègues douanières, réclamaient par rapport quotidien interposé, l'objet qui pouvait leur permettre de ne pas se faire abattre comme des tourterelles, en pleine ouverture de chasse.

Certes, cet outil n'est peut-être pas la panacée, mais ça peut contribuer à rester debout encore quelques temps, revoir la famille le soir, etc...

Mais comme le divisionnaire de l'époque était plus préoccupé de ne rien faire, (merci pour lui, il vient de passer DSD1), il aura fallu attendre 2011 pour voir l'attribution de GPB.

Mais la surprise restait de taille (de guêpe), car la dotation (photos ci-dessous) émanait d'un stock de l'OTAN, dédié à la police nationale en missions extérieures (OPEX).

Donc, nos collègues sont dotées de GPB estampillés POLICE NATIONALE, modèle 2006, c'est à dire périmé en 2012.

Plaise à certaines OS de franchir ici les portes du ministère de l'intérieur, il n'y a qu'un GPB.

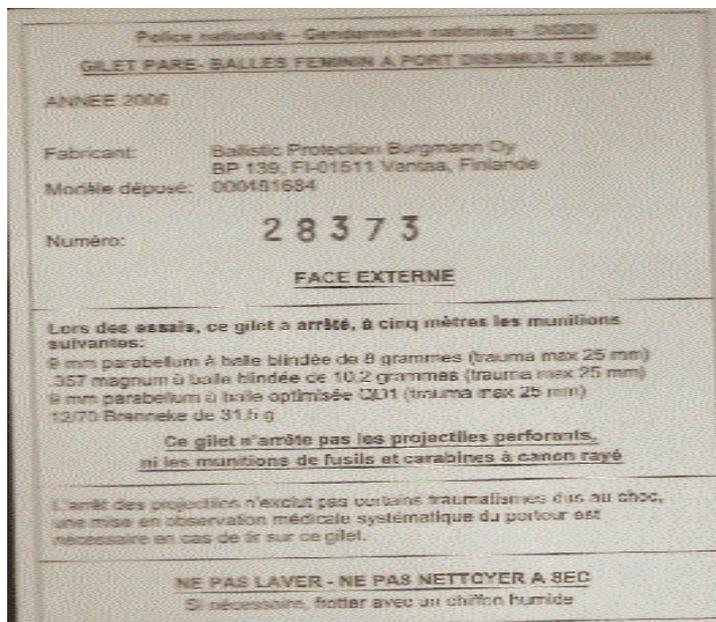
Ce qui laisserait supposer, à nouveau, de porter au rapport une demande impérieuse de l'ustensile de sécurité identique aux hommes.

A moins que le père Noël ne passe déposer un GPB, digne de ce nom, au pied du sapin ! En avant les filles, il faut y croire !!!



FRANCHEMENT

TROP, TROP FORT !  
L'UNSA l'a pensé,  
la DG l'a fait.



# CAP à l'ouest

Un DI est parti, nous ne le regretterons pas, bien au contraire, même si sur son courrier d'adieu, il nous assure avoir réformé notre DI en détruisant des dizaines d'emplois et en rayant de la cartographie douanière plusieurs services soit disant pour nous assurer un avenir perenne. Qui peut le croire ?

Un autre DI arrive, qu'a t'il dans sa besace ?

## Edito du dernier quai des brumes (DR du HAVRE) concernant notre nouveau DI.

«Au revoir Monsieur le Directeur,

Pour votre départ, nous n'aurons pas l'indélicatesse de vous offrir le « management pour les nuls » comme à votre prédécesseur... Vous maniez cet art, comme votre barque, avec brio !

### Une main de fer dans un gant de velours....

Vous avez réussi l'exploit de fermer des services , d'en créer des nouveaux, de fusionner en baissant les effectifs et en laissant aux agents du Havre l'impression d'être « humain »! Il est vrai que, de prime abord, vous paraissiez plutôt bienveillant.

Il faut avouer que le contraste avec Patrick Ollivier était tel que vous êtes passé pour un enfant de chœur et nous ne nous sommes pas méfiés, au moins les premiers temps.

Pourtant il faudra laisser à votre mandat :

- Le retour du Directeur Régional au Comité Hygiène et Sécurité mais sans la volonté de nommer un « Agent Chargé de la Mise en Œuvre » à temps plein (comme à la DGFIP) pour plus d'efficacité.
- Un semblant d'écoute en CTP mais sans les moyens pour respecter vos promesses.
- Un intérêt pour la problématique des risques psychosociaux, mais en occultant volontairement le fait que vous-même et vos bras droits sont à l'origine de la détresse de certains agents.
- La promesse de la création de la « plus belle brigade du Havre » avec un effectif implanté de 60 mais réel de 20 . Belle réussite !!!!!!!
- Le maintien de la veille DELTA contre la volonté des agents, sur votre initiative et non celle de la DG contrairement à ce que vous maintenez.

La liste n'est pas exhaustive et nous n'allons pas perdre notre temps à vous énumérer toutes vos actions.

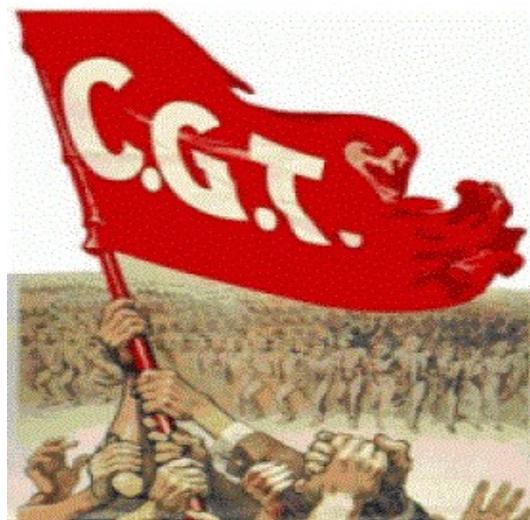
Nous avons mieux à faire, les agents du Havre vont mal, vous et vos prédécesseurs n'ont eu de cesse de remplir leur feuille de route et notre devoir est de dénoncer la gravité de vos décisions.

Il faut rendre à Éric ce qui appartient à Éric, votre règne aura vu la disparition de 30 emplois.

Maintenant votre objectif accompli, vous nous quittez pour aller réduire la voile à Nantes. Comble de malheur pour nos collègues qui viennent de subir les affres de Patrick Ollivier, il leur faudra rester vigilants face à votre apparente sympathie !

Nous nous contenterons de vous souhaiter BON VENT ...

Nous voilà prévenu, on jugera sur pièce, mais peut 'on trouver pire que P.O !!!  
A quand une réaction à la hauteur des enjeux ?  
Mai 2012 ne réglera pas nos problèmes sans une forte mobilisation des personnels, avant , pendant et après .



## Rapport CARREZ et CARCENAC.

### Réaction de la section interrégionale du SNAD CGT.

Le Projet de Loi de finances pour l'année à venir s'accompagne toujours d'un rapport, présenté par des députés rapporteurs.

Le rapport présenté par les députés Carrez et Carcenac est un peu particulier, puisque les pages 82 et 83 évoque clairement et sans équivoque possible la situation de la DI de Nantes.

Je cite : **«L'ampleur de la suppression des ETPT pour 2012 est une surprise.** (NdR : en gras dans le texte, comme si cette découverte étonnait les rapporteurs ...).

*Elle pèse sur les responsables locaux, en particulier les directeurs interrégionaux qui ont été chargés de proposer eux-mêmes des réductions de postes « au fil de l'eau » ou par défaut.*

*Des opportunités ont ainsi été repérées notamment en Bretagne en observant l'évolution des axes de circulation et de trafics moyennant en particulier une concentration des équipes de surveillance motocyclistes. Sur 30 structures de la Direction interrégionale (DI) de Nantes, 4 structures de surveillance pourraient être fermées et 3 regroupées permettant de supprimer environ 120 postes ETPT.*

Six structures de contributions indirectes (secteur viticole) seront fermées pour un regroupement de centres. Il en sera de même des bureaux locaux de dédouanement (7 fermés, 2 regroupés) et les structures de fonction support (4 fermetures) ».

## **S'agit-il de perspectives, d'actions à mettre en œuvre ou d'un bilan d'actions déjà menées ?**

En l'état actuel de nos connaissances, nous n'avons pas la réponse et considérons cet écrit avec prudence mais également sérieux.

Ces informations ne peuvent que jeter le trouble et l'inquiétude dans l'esprit de tous les agents.

Ce discours tranche complètement avec les derniers propos de M. Patrick Ollivier avant son départ et contredit l'esprit même du courrier que celui-ci a envoyé à l'ensemble des agents.

De plus, des éléments de ce rapport, repris par un média au sein d'une lettre électronique qui a été largement diffusée aux agents sur le net (Acteurs publics) ont pu contribuer à augmenter l'inquiétude ambiante déjà fort attaquée.

Il faut certes raison garder, mais également rester vigilants.

Ainsi, la CGT a écrit au DI afin de lui demander des explications sur ce texte. De même, un courrier a été adressé aux deux parlementaires rapporteurs du Rapport.

Pour l'instant, nous ne pouvons que nous étonner que notre Direction soit citée en exemple de la sorte, dans un tel document officiel, le genre meilleur élève de la classe qui a dépassé les prévisions du Ministère.

Nous pouvons également toutes et tous nous considérer comme vivant dans un vaste laboratoire, à la différence près que le matériel de laboratoire, c'est nous !

**SOURIEZ** ... vous êtes filmés, on pense à vous, on s'occupe de vous !  
*On vous emmène « au fil de l'eau » ... ou par défaut ...*

Le CGT vous apportera toute la lumière nécessaire sur ce texte dès que possible. Les élections sont passées ... nous ne faisons pas de zèle, nous nous mettons au travail tout simplement !

**Toujours dans le rapport, ce petit morceau savoureux.**

Page 85, a) Les crédits de fonctionnement §4 « ...Cette rubrique comprend les subventions aux œuvres, dont l'ODOD. Les subventions aux œuvres sociales participent aux efforts de la DGDDI en subissant elles aussi des réductions...».

Merci qui ?

Non seulement ils nous ont spolié notre 10%, mais en plus ils renient leurs engagements financiers, un seul mot les habille, « Salaud » !!!

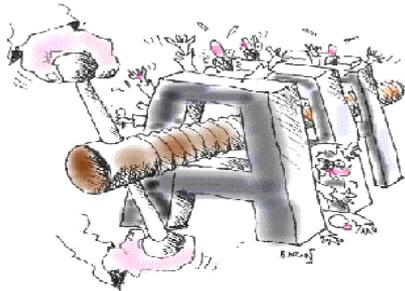
**Le texte est consultable par tous aux pages suivantes :**

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/budget/plf2012/b3805-tiii-a23.pdf>

# ACTU



Triple A du gouvernement :  
une excuse pour gommer les  
acquis du CNR



**TROIS VOYELLES...  
POUR UNE BOUCHERIE !**

Triple A de la CGT :

**A**bandonner les politiques  
de rigueur et d'austérité

**A**ugmenter les salaires

**A**gir pour une meilleure  
répartition de richesses

## Histoire subjective et incomplète de l'origine de la crise.

Fin des années 70, les multinationales et les milieux financiers ont voulu augmenter leurs profits, pour cela il fallait libéraliser la finance et l'économie. Voici la méthode non exhaustive utilisée pour y parvenir:

- Libéralisation de l'économie en abaissant drastiquement les droits de douane ( pour exemple les barrières tarifaires sur les produits manufacturés sont passés entre 1950 et 2010 en Europe de 40% à 4% , source de l' OMC ) .
- Déréglementation financière afin de développer la concurrence fiscale entre les pays ( y compris à l'intérieur de l'UE ), et de dépendre sans cesse davantage des marchés financiers mondiaux. Suite à cette libre circulation des capitaux, la fraude fiscale vers les paradis fiscaux a explosé, comme le confirme un rapport de la commission européenne qui signale une perte de recette pour les pays de l'UE de 200 milliards d'euros.

Le résultat de cette politique est une augmentation du chômage, un pouvoir d'achat en baisse constante qui se concrétise au niveau de la richesse produite par la France par une chute de la part consacrée au Travail ( salaire direct, retraite, cotisation sociale) par rapport à celle consacrée au Capital ( profits, revenus du patrimoine).

Selon un autre rapport de la commission européenne, le manque à gagner pour le salaire direct et indirect revient à plus de 150 milliards d'euros par an en France.

Ainsi pour maintenir une croissance acceptable, les pouvoirs politiques en place ont développé massivement les prêts afin de juguler un pouvoir d'achat en berne.

C'est la raison pour laquelle des pays comme les États-Unis ou l'Espagne ont des taux d'endettement des ménages en 2010 très élevés respectivement de 120 % et 85 % par rapport à leur PIB ( données de la banque de France ), ces derniers se transformant en dette publique une fois la bulle immobilière éclatée ( ces chiffres sont à comparer avec la dette publique de la France qui en 2010 était de 81 % du PIB ).

D'ailleurs le phénomène de la dette publique a été accentué par une baisse d'impôts profitant principalement aux riches et aux grandes entreprises, en effet selon Gilles Carrez, député UMP,

**entre 2000 et 2010 il y a eu en France des baisses d'impôts à hauteur de 100 milliards d'euros.**

Par conséquent les riches bénéficient d'un doublement de cette situation, d'abord en obtenant des allègements d'impôts et puis en plaçant leurs économies dans la dette des États exigeant de ces derniers des taux d'intérêt élevés s'ils n'appliquent pas une cure d'austérité.

Finalement la crise de 2007-2008 n'est pas qu'une crise financière. Elle a son origine dans le choix délibéré des États d'instaurer une politique économique ultra libérale qui ne pouvait provoquer qu'un tel scénario catastrophe.

**A l'heure actuelle nous confions la lutte contre la propagation de l'incendie aux pyromanes eux mêmes ... qu'attendons nous pour réagir!**



**La règle d'or** du libéralisme ?  
**FAIRE PAYER LES SALARIÉS, LES RETRAITÉS,  
LES DEMANDEURS D'EMPLOI.**  
**BICHONNER LES RICHES...**

## **La fraude fiscale aggrave la crise**

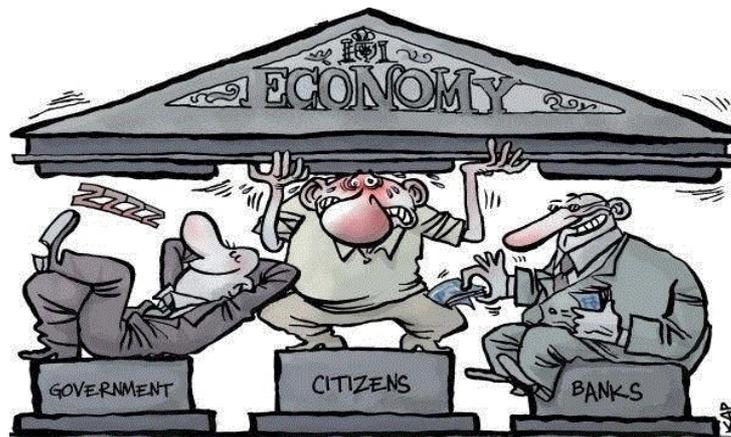
C'est la conclusion de deux rapports publiés récemment.

De son côté, le rapport Taxation des sociétés au niveau mondial et ressources pour des services publics de qualité, préparé par l'Institut de recherche de l'Internationale de l'Éducation à la demande du Conseil des Global Unions, qui rassemble les Fédérations syndicales internationales, la CSI et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, pointe la responsabilité de l'évasion fiscale pratiquée à grande échelle par les entreprises et son incidence sur la dégradation des services publics. « Les gouvernements trompent en réalité leurs propres citoyens en les privant de recettes fiscales provenant des entreprises qui pourraient être utilement utilisées à garantir des services publics de qualité. Il faut qu'ils s'assurent que les sociétés payent leur dû plutôt que de promulguer des mesures d'austérité fiscale malavisées en réduisant les services publics, diminuant les salaires et affaiblissant les droits au travail de la population », a expliqué la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow.

(source : CSI)

Dans son rapport 2011, Transparency International estime que la corruption au sens large renforce la crise de l'euro. Pour cette organisation, les difficultés économiques que traverse la zone euro sont « en partie liées à l'incapacité des pouvoirs publics à lutter contre la corruption et l'évasion fiscale, qui comptent parmi les causes principales de la crise ». Selon son Indice de perception de la Corruption, la France recule encore d'une place et passe au 25e rang du classement (sur 178 pays), derrière de nombreux États européens (Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni...).

(sce : Transparence International France)



### **LISTE des GROS MOTS inutilisés par nos GOUVERNANTS :**

Récession, croissance, augmentation des salaires, augmentation du SMIC, répartition des richesses, taxation des transactions financières, politique familiale, politique sociale, créations d'emplois, protectionnisme...

### **MOTS fortement utilisés :**

Plans de rigueur, version 1,2,3, à l'infini, dividendes, parachutes dorés, austérité...

L'austérité soulève des vagues d'indignation dans tous les pays où les gouvernements tentent de l'imposer à leur peuple.

Il devient évident pour nombre de salariés, que l'austérité n'est pas la solution, mais bien le problème.

Cette crise présentée comme une fatalité, voire comparée à une catastrophe naturelle par les tenants du pouvoir politique, MEDEF et autres nantis du CAC 40, n'a rien d'inéluctable.

Elle est la conséquence de choix économiques et sociaux.

Le prétexte de la mise sous surveillance de la France par les agences de notation aboutit à des plans de rigueur successifs.

Ainsi, les ralentissements de la croissance aggravant les déficits par manque de rentrées fiscales et de cotisations sociales (moins d'emploi, de salaires et de consommation) génèrent les plans d'austérité censés être les palliatifs à cette crise.

Ces derniers produisent inévitablement une nouvelle chute qui s'autoalimente faute de mesures de redistribution des richesses et d'absence de relance économique.

Cette situation qui aboutit à une singulière politique économique toute dévouée à la dictature hystérique des marchés financiers, conduit indubitablement à une sévère récession dont les victimes sont les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, les TPE.

Alors que les salariés, à 80%, supportent les mesures de rigueur, la seule solution est de redistribuer les richesses créées.

Penser que la solution serait d'accentuer la RGPP, afin de supprimer les fonctions

publiques, en privatisant les missions rentables et en nationalisant les missions coûteuses, relève de l'escroquerie intellectuelle.

Comment croire, qu'une administration douanière se dirigerait au doigt mouillé, qu'un DG ne saurait plus où va cette administration ? Ce serait prendre les agents pour des imbéciles!!!

Ceci dit, dans son royaume des « bisounours » on sait au moins qu'il y a un roi !!!

## Répression et discrimination syndicales.

La liberté d'adhérer au syndicat de son choix, tout comme le droit de grève, est un droit fondamental inscrit dans la Constitution.

Pourtant, trop nombreux sont les employeurs qui dénie impunément ce droit aux salariés, en utilisant couramment la discrimination et la répression à l'encontre de ceux et celles qui osent s'opposer.

La Fondation Copernic aborde la question de la répression syndicale comme un fait politique essentiel, comme un déni de démocratie.

La répression syndicale est un élément omniprésent dans les relations de travail en France.

Faire taire les syndicalistes et les salariés qui troublent le climat serein nécessaire à l'exploitation, est une conception particulière des relations sociales en France. Pourtant, elle est ignorée, tue, écartée, admise.

La répression est mal cernée : l'élément le plus visible en est sans doute le nombre, recensé par les inspecteurs du travail, d'élus et mandatés licenciés chaque année dont le licenciement fait l'objet d'une procédure spéciale.

Plusieurs cas emblématiques mettent régulièrement au grand jour cette pratique patronale qui concerne des milliers de militants supportant petits harcèlements quotidiens, retards de carrière, licenciement, procès...

Cette répression structurelle ne peut être comprise qu'en y intégrant son complément, la promotion d'un dialogue social qui peine en France à trouver sa place.

La répression agit alors comme une pression permanente pour pousser le syndicalisme à s'inscrire dans ces relations, en excluant les syndicalistes rebelles, voire en réprimant un syndicalisme combatif par une discrimination collective.

Autant d'éléments qui obligent le mouvement syndical à consacrer une énergie importante à sa propre défense, au nom du droit des salariés à s'organiser.

Les militants et sections syndicales sur le terrain qui résistent restent isolés face à cette répression, avec souvent pour seule issue le recours juridique (qui a fortement progressé ces dernières années et engrangé de nombreux succès).

Au-delà de la dénonciation et de la lutte au cas par cas, la Fondation Copernic souligne la nécessité d'un « tous ensemble » des forces syndicales, et plus largement l'ensemble de la société, pour engager le débat et l'action sur les moyens de faire respecter le droit syndical.

En effet, la construction d'un mouvement unitaire de refus de l'arbitraire patronal s'impose.

La proposition d'un observatoire unitaire de la répression syndicale, première pierre pour cette campagne, ne pourra naître qu'en étant reprise par l'ensemble du mouvement syndical et social.

Nous avons besoin d'une campagne publique pour ce droit essentiel à l'expression et à la revendication. Pour que cesse ce déni démocratique.